L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 3 JUILLET 1890. 63me Année.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 73 rue de Chartres.

Dufour & Donnet,
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLÉANS.
JEUDI, 3 JUILLET 1890.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes Venues et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES DE CE JOUR.

Par D. E. Morphy—A la Bourse des Encanteurs—Résidence rue St Charles, lot et améliorations rue Laharpe, lot sur la rive du lac Pontchartrain; Boat house à West End; divers lots à Trenton, Lne; Onachita Lne, Baton Rouge Lne, et Est Baton Rouge, Lne.

La France et l'Angleterre en Egypte.

La question posée par M. Pichon, a fourni à M. Ribot, ministre des affaires étrangères de France, l'occasion de faire ratifier implicitement, par la Chambre des députés, le succès réel et considérable qu'il a remporté sur le terrain diplomatique au sujet de la conversion des dettes égyptiennes. Avec cette élégance sobre et nette qui distingue sa parole et qui atteste une filiation très directe de la grande école de l'éloquence parlementaire des beaux jours de la Restauration, M. Ribot a exposé le principe qui l'a guidé dans cette opération délicate.

Pour ses débuts à la tête du département des relations extérieures, il se trouvait en présence d'une question plus grave encore par ses conséquences indirectes que par son importance propre, déjà si considérable. Il s'agissait, tout à la fois, de donner à des intérêts financiers de premier ordre, la protection à laquelle ils ont droit, de ménager l'Egypte à laquelle la France n'a jamais cessé de porter une sympathie efficace et de ne point souffrir que, sous le couvert d'une opération légitime et innocente, l'Angleterre "s'impatronisât" définitivement dans la vallée du Nil, à l'exclusion absolue des autres puissances et au mépris des engagements les plus solennels.

M. Ribot a atteint ce triple objet, qui pouvait sembler contradictoire, et il l'a fait de la façon la plus simple. Il a su, avec finesse, faire le départ nécessaire entre deux questions connexes mais distinctes que la requête du gouvernement égyptien avait posées simultanément, que tout l'effort et l'art des agents de Sa Majesté britannique allaient à confondre inextricablement, et qu'un peu d'habileté et beaucoup de loyauté de la part de la diplomatie française ont suffi à séparer.

Il y avait, en effet—dit le *Temps*—à examiner, d'abord, le principe même, et puis les modalités et les conséquences de la conversion. Est-il besoin de dire que le gouvernement de la République n'a jamais élevé la moindre objection contre le principe d'une mesure sur laquelle le trésor égyptien se crédit, d'après l'état du marché, et droit de compter pour une économie de sept à huit millions de francs sur son budget annuel? C'est sur les modalités que surgissaient les difficultés.

Tout d'abord, après n'avoir compris dans son premier projet de conversion adressé à la France en mai 1887 que les dettes privilégiée et l'emprunt à 1/2 0/0 de 1888, le gouvernement du khédive avait fini par viser également la dette des domaines et celle de la Daïra. Il avait en vue une opération unique ou plutôt d'unification. Il se proposait de convertir, en bloc, et, en conséquence, de supprimer les administrations particulières qui sont investies par les contrats et les traités du droit de veiller à la sûreté du gage et dans la composition desquelles la France a encore une part équitable de représentation.

Aucun ministre français, soucieux des devoirs de sa charge, ne pouvait souscrire à une pareille mesure. Ni les intérêts des créanciers qui, ceux du moins, ne pouvaient s'accommoder d'une unification qui détruisait, à la fois, l'individualité des gages, la spécialisation du contrôle et les droits de la France. M. Ribot a fait, du maintien de la séparation des dettes, après comme avant la conversion, une condition *sine qua non* de son consentement.

Dans le même ordre d'idées, il n'a pas voulu que l'on pût remettre, précipitamment, en question un arrangement qui touche à de si graves intérêts. Il a stipulé qu'avant l'expiration d'un délai de quinze ans, il ne pourrait être procédé à une nouvelle conversion ou à un remboursement général des nouvelles dettes converties. Il a demandé que l'on élevât de 80 à 85 pour cent le taux auquel peut être opéré le remboursement des titres de la Daïra. Sur tous ces points, M. Ribot a consulté, à la fois, l'intérêt financier et l'intérêt politique. Il a obtenu gain de cause et il a atteint le double résultat de donner à l'Egypte une marque sensible de sa bonne volonté persévérante et de garantir les droits de créanciers qui risquaient d'être gravement lésés depuis que l'Angleterre semblait entrer, à pleines voiles, dans la politique de l'annexion morale.

Restait la question capitale—celle de l'emploi des fonds devenus disponibles par suite de la conversion. Le coup de maître de M. Ribot, c'a été, tout en autorisant, en principe, cette opération, de réserver, expressément, l'affectation de ces sommes. Si la France s'était trouvée seule à seule en face du gouvernement égyptien, il est à croire que l'entente aurait été aussi facile que sur les modalités précédentes.

Ce qui complique le problème, c'est la situation transitoire et exceptionnelle créée par l'occupation anglaise de la vallée du Nil. Cette occupation, de l'aveu même du gouvernement britannique, est temporaire. M. Ribot a écarté du débat les paroles plus impudentes encore qu'imprudentes dans lesquelles M. J. Chamberlain, et ex-radical devenu l'une des colonnes du torysme, et ancien partisan de la paix à tout prix passé au chauvinisme Jingo, a ses pompes et à ses œuvres, avait proposé de sang-froid la violation du pacte solennel conclu avec l'Europe entière.

Quant au langage de sir Evelyn Baring, la position officielle de cet agent britannique au Caire le rend plus digne d'attention. M. Ribot a provoqué, de la part de lord Salisbury, un démenti authentique qui enlève toute valeur à la phrase malheureuse dans laquelle sir Evelyn Baring affirmait la perpétuité indéfinie de l'occupation anglaise.

Les obligations de l'Angleterre restent donc indiscutables, ses engagements ont été renouvelés, rafraîchis par les ministres conservateurs, après avoir été pris par les ministres libéraux. L'état de droit est absolument intact.

Il n'en importe que davantage d'empêcher un état de fait de se constituer en opposition avec cette situation juridique. La France, qui s'est rendue, en cette occasion comme en tant d'autres, l'organe de l'Europe, n'a pas cru que le produit de sacrifice imposé aux capitaux occidentaux par la conversion, pût servir à prolonger, même indirectement, l'occupation anglaise en Egypte. Elle a refusé de sanctionner un emploi qui, sous couleur d'une réforme soi-disant philanthropique, aurait, indéfiniment, absorbé le léger excédent disponible des ressources égyptiennes. A ses yeux, ce qu'il faut, c'est affecter ces disponibilités à la constitution d'une force armée qui permette à l'Egypte de se passer de l'appui, chèrement payé, des troupes britanniques.

Toutefois, la question de la fixation d'un terme pour l'évacuation de l'Egypte se trouvant posée, de fait, par les pourparlers engagés par le sultan à ce sujet, M. Ribot a cru qu'il pouvait réserver à l'avenir la solution du problème de l'emploi des 7 ou 8 millions de la conversion.

C'est un beau succès que d'avoir su donner satisfaction à ce qu'il y avait de légitime dans les réclamations de l'Egypte, sans compromettre les droits et les intérêts de la France, et en amenant, même l'Angleterre, à renouveler, à rajeunir ses engagements. A en juger par les colères dont la *Pall Mall Gazette* a inséré un échantillon, le parti chauvin, qui a pour mot d'ordre "le Nil est un fleuve anglais, de ses sources au Delta" veut mal de mort à notre ministre. C'est un bel hommage rendu à son habileté.

Aux capitalistes et autres:—Votre attention est respectueusement appelée à la très grande vente de propriétés foncières les plus désirables et améliorées.

Spécialement cette résidence en briques très élégante et spacieuse, No 113 rue St Charles, Premier District.

Annoncée comme devant être vendue à l'encan le lundi 14 juillet 1890. Voyez l'avis d'encan de D. E. Morphy.

La Salsepareille d'Ayer, agissant par le sang, guérit radicalement toute infection, toute souilure scrofuleuse.

LOUISIANE.

Le *Louisiana Planter and Sugar Manufacturer*, Nouvelle-Orléans, du 29 juin :

(Suite.)

—LETTRE DE LA PAROISSE POINTE-COUPÉE :

Voici les chiffres du recensement, d'après M. J. P. Gosserand, notre sous-assesseur :

Population présente au moment du recensement	19,656
Population absente, par suite de l'inondation	878
Total	20.534

La population présente se divise ainsi:

Blancs, des deux sexes	5,294
Couleur, des deux sexes	14,360
Indiens	2
Votants blancs	924
" couleur	3,054
Total	3,978
Enfants, de 6 à 18 ans.	
Blancs	1,778
Couleur	4,890
Total	6,677

—Malgré les pluies, nos planteurs dans le district inondé, ont réussi à mettre leurs récoltes en bon état. La canne a un très bel aspect: verte et vigoureuse.

Ceux qui ont semé du maïs depuis le retrait des eaux, ont perdu leur temps et leur travail. A peine le maïs est il jeune, qu'il est dévoré par les vers, qui s'attaquent, soit à la racine, soit aux feuilles. Beaucoup avaient trempé leur semence dans la chaux, pour éviter les vers; ils n'ont pas réussi.

La canne va bien et promet beaucoup.

La récolte de coton et de maïs, de Lake Side, à M. Batchelor, à Raccourci, est, dit-on, la plus belle de la paroisse.

MM. Jes Lefevre et Justin Patin vont ouvrir une briqueterie dans les environs de New Road.

—LETTRE DE LA PAROISSE ST-MARIE :

Nous avons eu de terribles pluies, dimanche, lundi et mardi. Mais il n'y a guère que les chemins qui en aient souffert. Les planteurs sucriers étaient prêts à les recevoir; les planteurs de riz les attendaient avec impatience. L'ensemencement du riz est achevé. Tout le monde dit que l'eau a laissé les terres dégagées de mauvaises herbes et de toute végétation nuisible.

—Tous les planteurs de riz sont pleins d'espoir.

—La perte de M. John Henderson, sur Avalon, a été de 340 acres de cannes, mais il lui en reste encore 300 acres en très bon état.

—Les frères Gillis se sont rendus propriétaires de 60 pour cent des actions de la Compagnie d'Exploitation Chatsworth.

M. Henry Palfrey, notre assesseur, rapporte que la population locale de la paroisse est de 23,387; elle se divise ainsi: 7,977 blancs, 15,328 couleur, 72 indiens, 10 chinois, soit 34 pour cent de blancs, et 66 pour cent de toute autre nuance.

* Les lettres d'offres de ventes de cannes affluent déjà dans la malle de M. Thos. Sully, surintendant de l'usine centrale Caffery.

—LETTRE DES ATTAKAPAS :

Sur l'île Weeks, la canne est rapidement sarclée. Le maïs et les pois y sont abondants. Les cannes des tenanciers ont déjà des nœuds apparents. Il se fait des progrès énormes et des améliorations constantes dans ces parages.

Cette semaine, nous avons eu des pluies chaudes, avec une température au-dessus des chaleurs ordinaires de l'été. Tout cela fera du bien à la canne, mais nos melons en souffriront. Partout, la canne se développe merveilleusement. On fait, partout, des provisions de bois pour la roulaison.

Autour de Jeanerette les champs de cannes sont magnifiques.

A la Fausse Pointe l'eau a nui à la plante, mais les planteurs luttent, avec énergie, contre tous les obstacles.

Trop de pluie, trop de mauvaises herbes: tel est le cri poussé dans la région des Opelousas. Sur le Bayou Boeuf, même cri, mais tout y va bien.

—LETTRE DE LA PAROISSE TERREBONNE :

Nous avons eu, la semaine passée, des chaleurs excessives et des temps orageux. Les pluies ont été plus fréquentes et plus générales qu'auparavant. Nous avons eu 3 1/10 pouces d'eau, cette semaine.

La canne grandit à vue d'œil, grâce à ce temps; elle a acquis tout ce que l'on peut désirer en hauteur, et en poids.

Le maïs semé, le premier, est complètement travaillé, mais le nouveau a été trop échaufé. La faute en est à l'imperfection du drainage. Presque tous les planteurs ont rentré leurs charrues, leurs cultivateurs et autres outils.

C'est surtout sur le Bayou Grand Caillou, qu'on en lieu les améliorations, cette année. Le bateau-drague employé par MM. H. W. Barton et Cie, pour draguer le bayou et améliorer le drainage, fait une excellente besogne. On a retiré une grande quantité de troncs d'arbres qui étaient sous l'eau, depuis des années.

La raffinerie Ashland sera achevée à temps et promet d'être la plus complète de la paroisse.

Les frères Ellender, du Bas Terrebonne, songent à construire une sucrerie sur leur nouvelle propriété.

On répare, vite, la raffinerie du bas Terrebonne, qui sera fort occupée, l'hiver prochain.

Toute la partie de la paroisse qui a été inondée, est couverte d'une quantité d'herbes, et les habitants ont fort à faire pour s'en débarrasser, pour ramener leurs troupeaux des endroits élevés.

La propriété occupée par la "Cypress Moss Co.," de Chicago, a été achetée par M. Emile Daigle.

Là où l'on a été inondé, on sème force pois et pommes de terre.

Le riz est, dit-on, superbe, sur Décroe, près de Schriever, à MM. R. S. et R. C. Woods.

—LETTRE DE LA PAROISSE ASSOMPTION :

Nos champs de cannes, de maïs, de riz, sont en bon état; on y voit le résultat d'un temps favorable et, surtout, de travaux intelligents et persistants. Le plant de cannes est beau partout; il, promet un fort tonnage.

La plupart de nos planteurs sont en plein sarclage; quelques-uns ont fini.

Nous n'avons pas encore entendu parler de cannes aux premiers nœuds rouges.

La pluie est bien accueillie par ceux qui cultivent le riz. La baisse des eaux a déjà forcé quelques cultivateurs à faire usage de leurs pompes.

Sur la rive ouest, l'inondation a fait des dégâts considérables. Les pertes peuvent être évaluées de 1,000 à 1,500 arpents de cannes, mais elles sont moindres qu'en 1882.

On s'occupe, déjà, beaucoup, du degré de polarisation que pourront donner les "open kettle," au point de vue de la prime. Quand faudra-t-il expédier son sucre pour obtenir le meilleur résultat? On entrevoit déjà les mille tracas résultant du système que l'on veut établir au Congrès.

Ce sont les "vacuum pans" qui font le plus défaut dans notre paroisse. Il n'y en a que cinq. Depuis Belle Alliance, sur la rive gauche, en descendant jusqu'à la ligne de Lafourche, sur une distance d'au moins vingt milles, il n'y a pas une seule sucrerie à "vacuum pan". Il est question d'en établir plusieurs nouveaux.

La sucrerie Glennwood se renouvelle presqu'entièrement; elle a de nouvelles bouilloires, un fourneau à bagasse, des centrifuges. On met tout cela en place.

—Grande foire, le 28, 29 et 30 juin, à Paincourtville, au profit de l'Eglise catholique.

—LETTRE DE LA PAROISSE CALCASIEU :

Semaine très chaude et pluies locales.

En certaines localités, les champs de riz sont suffisamment inondés; en d'autres on est même obligé de faire écouler l'eau.

Il paraît que les écrevisses, ou, plutôt, des insectes noirs, nuisent beaucoup au riz.

Cet insecte a un pouce et demi de diamètre et deux pouces de long. Il a, à la queue, une sorte de crochet aigu qui lui sert à couper la plante. Il vit au fond de l'eau, et près des racines de riz. Nos planteurs considèrent cet animal comme une nouvelle peste. D'autres prétendent l'avoir déjà vu, précédemment. Nous appelons l'attention du public sur ce nouvel ennemi de notre industrie.

Un de nos fermiers, qui avait de l'eau en abondance, sur une étendue de 130 acres, en a été privé, tout à coup, parce que ses levées ont cédé. Il va fermer la crevasse, mais si nous avons une sécheresse, son riz sera exposé à périr, parce qu'il est tout nouveau.

M. F. Williams, d'Esterly, a reçu une machine à forer un puits, pour irriguer ses 120 acres de riz. Il a déjà creusé 40 pieds, mais il ne compte pas trouver la qualité d'eau dont il a besoin, avant d'avoir atteint la profondeur de cent pieds. Il n'a pas encore reçu le moulin à vent qu'il a commandé, et qui a 12 pieds de haut, sur 12 pieds de diamètre.

M. Varret, de Welsh, fait aussi jouer sa pompe; il ne compte plus sur l'eau du ciel. Il a 224 acres de beau riz qui, en certains endroits, a deux pieds de haut.

Nombre de fermiers ont 50, 100 et 150 acres de riz, chacun. Tous les champs sont situés le long de cours d'eau. Beaucoup d'entre eux attendent la pluie, comme le Messie.

—Dans les environs de Lac Charles, le riz se comporte bien; près de la station Iowa, il est superbe. Celui de la Prairie Darben n'a jamais été aussi beau que cette année.

Nous donnons, dans le présent numéro, un travail extrêmement important fait par le professeur Lézin A. Becuel; c'est un rapport complet des travaux accomplis, l'an dernier, sur Evau Hall, Belle Alliance, Souvenir, Palo Alto, Belle Terre et Hope. M. Becuel y produit toutes les données sur la transformation en sucre de 97,000 tonnes de cannes, sur six des plus belles habitations de l'Etat. On y voit la différence des résultats, suivant la différence des procédés et des appareils de culture et de fabrication employés.

La question de l'enseignement secondaire discutée au Sénat de France.

DISCOURS DE M. JULES SIMON.

Mardi, 17 juin.

La discussion de l'interpellation de M. Combes sur les réformes à apporter dans l'enseignement secondaire, a pris toute la séance, et occupera encore celle de jeudi.

Aujourd'hui, deux discours seulement ont été prononcés, mais deux discours importants. Celui de M. Combes, l'interpellateur, qui n'a pas duré moins de deux heures, est surtout intéressant en ce qu'il résume et condense les réclamations qui, de tous côtés, sont portées contre l'enseignement secondaire. L'éloquente réponse de M. Jules Simon a produit sur la Haute Assemblée un grand effet, qui n'a pas laissé de détruire l'impression du discours précédent.

M. Combes, pour demander une réorganisation de l'enseignement secondaire, s'appuie de l'intention, hautement annoncée, du ministre actuel de l'instruction publique de reconstituer les anciennes Universités. Idéal magnifique, reconnaît M. Combes. Mais à quoi serviront ces Universités, si les étudiants manquent? Or, actuellement, toutes les Facultés de la France ne comprennent que 17,503 étudiants, dont moitié pour l'Académie de Paris. Cela n'est pas suffisant pour animer de grandes centres.

Un seul moyen de remédier à cette pénurie d'étudiants, réorganiser l'enseignement secondaire. Cette réforme est exigée par l'opinion publique avec juste raison.

Notre système d'éducation, dit M. Combes, n'est que la préparation au baccalauréat, qui ne développe que la mémoire. Par l'enseignement secondaire et l'enseignement spécial, on établit une division de la jeunesse qui ne répond à rien. Il faut supprimer cette division et donner aux enfants une éducation commune, ayant pour base la langue française et les langues modernes. Débarrassons-nous du grec et du latin.

M. Combes entre alors dans de longs développements pour expliquer que, selon lui, l'enseignement ainsi réorganisé produirait d'aussi bons résultats que l'enseignement classique et répondrait mieux aux besoins de la société moderne. L'ancien enseignement, avec le baccalauréat au sommet, examen de hasard, qui désorganise les études des dernières années et sert d'estampille officielle, produit trop de déclassés et ne mène à rien de certain, si ce n'est à d'ambitieuses prétentions.

En un mot, M. Combes a réédité à la tribune du Sénat toutes les plaintes, tous les plans de réformes qui depuis quelques années se sont manifestés dans tant de brochures, tant d'articles.

La réponse de M. Jules Simon, qui fut si longtemps grand-maître de l'Université, était attendue avec une certaine curiosité, plus encore que celle du ministre de l'instruction publique.

M. Simon n'a pas caché que sur plusieurs points il était complètement d'accord avec M. Combes. Par exemple, la question du baccalauréat, qui d'ailleurs est agitée depuis longtemps parmi les corps enseignants. Il faut aussi, dit M. Jules Simon, alléger les programmes, qui sont trop lourds. Malheureusement, on se borne de ce côté à des résistances.

Mais abandonner l'étude du grec et du latin, non, cela est impossible. Ici nous citons textuellement :

M. JULES SIMON. — J'arrive, maintenant, au point qui me tient le plus à cœur, l'étude des langues anciennes. Tous les jours, on entend critiquer l'étude du latin et le baccalauréat. On nous dit:—A quoi bon le latin, à quoi bon le grec, par exemple, pour nos officiers? Ils ont seulement besoin de savoir notre langue qui est la première du monde. Pourquoi rendre pour nos enfants l'étude du latin obligatoire? Quand ils passent leur baccalauréat, ils passent en même temps la porte du collège et laissent de l'autre côté de la rue le bagage dont on les a chargés.

On nous dit encore:—Faites place aux connaissances utiles. Abandonnez les lettres, abandonnez les Muses.

Non, jamais, jamais l'Université ne les abandonnera, et, en ne les abandonnant pas, nous ferons notre devoir envers notre pays, envers nos élèves, envers la France, envers l'humanité.

On nous reproche de trop enseigner les lettres. Non! non! répondrai-je, on ne les enseigne, on ne les enseignera jamais assez!

Tout à l'heure, quand j'ai demandé la parole, un de mes collègues vint me trouver pour me dire: "Je veux que nos officiers sachent le latin!" Et savez-vous qui me parlait ainsi? C'était notre collègue, le général Deffis, l'ancien commandant de l'Ecole de Saint Cyr.

Avec beaucoup de raison, le général Deffis pensait que le devoir de nos officiers n'est pas seulement de savoir le tir du canon, le maniement du fusil. Ils doivent, en outre, se préparer à faire honneur au pays en ne se contentant pas d'être des lettrés, et en sachant être aussi, grâce à l'étendue de leurs études, des hommes!

Lorsqu'il y a cinquante ans on inscrivit le baccalauréat comme condition d'entrée à l'Ecole polytechnique et à Saint-Cyr, il y eut, parmi nous tous, un mouvement de satisfaction et de joie.—Enfin, disions-nous, voilà la France qui renaît, qui reprend son rang de nation civilisée entre toutes; elle remet les lettres à la première place!

Nous éprouvions cette joie parce que là est la force des chefs d'un pays, et cette force existera tant qu'il y aura des lettres classiques et un enseignement des lettres classiques.

Vous dites que la langue française suffit pour enseigner la morale.

Oui, certes; mais cela n'empêche pas que toutes les nobles pensées et tous les grands sentiments aient trouvé leur expression la plus haute et la plus durable dans ce petit coin du monde qui s'étend de la Grèce à Paris et à Londres.

Je le répète, ce sont ces pensées, ces sentiments qui, toujours, sur le champ de bataille, seront la force de ceux qui iront combattre. Et je ne parle pas seulement, mon général, du champ de bataille où vous et vos camarades vous êtes montrés si héroïques, mais aussi de ce champ de bataille de la vie où nous combattons tous, nous autres défenseurs du droit, écrivains, députés, représentants de la nation.

On! pour combattre dignement et courageusement sur ce champ de bataille, il faut que notre esprit se soit formé à l'école qui est, entre toutes, celle des grands sentiments, des grandes passions, des grandes pensées. (Très bien! très bien! et applaudissements.)

On comprend parfaitement que, après un tel discours, et d'un tel maître, personne n'était impatient de monter à la tribune.

QUELLE EST LA CAUSE DE L'INQUIÉTUDE QUI RÈGNE EN EUROPE?—La *Novoié Frémia* a publié, tout récemment, sous le titre: *Dans les tenailles d'un problème insoluble*, un article que l'on attribue au chef de la presse (*Nacielnik po delam peciali*) du ministère des affaires étrangères à Saint-Pétersbourg—article dans lequel, se demandant quelle est la cause de l'inquiétude qui règne en Europe, le journal officieux se répond: "*Cette cause c'est l'Allemagne unie, qui menace chacun de ses voisins*, mais est dans l'impuissance de vaincre deux d'entre eux. Ne perdons pas de vue que *l'unité de l'Allemagne a été faite sur le compte de trois de ses voisins* et grâce à la neutralité du troisième. Si nous ne perdons pas cela de vue, nous comprendrons facilement dans quelles tenailles se trouve prise cette grande puissance du centre de l'Europe. Une position aussi peu équilibrée pourra-t-elle durer longtemps? Quelqu'active et zélée que soit la diplomatie allemande, elle ne parviendra pas à maintenir son œuvre d'équilibre sans l'aide d'un nouveau succès du sabre de Brandeborg, qui vienne rappeler au costi nent le droit d'hégémonie de l'Allemagne sur l'Europe." La *Novoié Frémia* termine ainsi: "Le pauvre allemand est rassasié de dicter sa volonté aux peuples de l'Europe; il est gêné dans son uniforme, il rêve de reprendre sa vieille blouse d'ouvrier ou sa robe de professeur de philosophie."

LES RAPPORTS ACTUELS DE L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE AVEC M. DE BISMARCK.—La *Post*, de Berlin, reproduit, d'après la *Gazette de la Saale*, des renseignements sur les rapports actuels de l'empereur Guillaume avec le prince de Bismarck.

D'après ces renseignements, le souverain ne serait fait faire des rapports officiels sur chacun des entretiens accordés par le prince à des journalistes étrangers, et il aurait donné l'ordre de porter immédiatement à sa connaissance toutes les déclarations que l'ex-chancelier ferait en public. Le conseil des ministres aurait délibéré deux fois sur le fait des manifestations jugées inopportunes de M. de Bismarck et aurait fait part de son sentiment au souverain. Le souverain aurait fait prier à plusieurs reprises, mais sans succès, l'ex chancelier de renoncer à ses entretiens avec des journalistes étrangers. Le prince de Bismarck serait décidé à publier une brochure sur la crise qui a amené sa retraite, et le scandale que provoquera cette publication jouira amener, de la part du souverain, des décisions qui feront sensation.

Comme médecine de famille les Pilules d'Ayer n'ont pas de rival; elles extirpent la maladie comme par magie.

Assurances et Banques.

Banque du Peuple de la Nouvelle-Orléans.—Nouvelle-Orléans, 1er juillet 1890. Un dividende semi-annuel de QUATRE POUR CENT sera payé aux actionnaires de cette banque sur demande.

A. S. BRAUD, Caissier.

1er juil—4f

Hibernia National Bank. — Nlle Orléans, 30 juin 1890.—Un dividende de CINQ pour cent sera payé sur demande.

Par ordre du Board.

CHS PALFREY, Caissier.

1er juil —

Compagnie d'Assurances du Sud de la Nlle-Orléans, No 54 rue du Camp.—Nlle-Orléans, 25 juin 1890.—A une réunion du Conseil de Direction, tenue ce jour la dividende semestriel régulier de QUATRE (4) POUR CENT a été déclaré, payable à partir du 1er juillet prochain.

SCOTT McGEHEE, Secrétaire.

1 juil—10f

Banque Nationale Germania. — Nouvelle-Orléans, 27 juin 1890.—A une réunion de la Direction qui a eu lieu ce jour il a été déclaré un dividende semi-annuel de CINQ POUR CENT, payable aux actionnaires sur demande.

1er juil—1 sem J. L. BERCIER, Caissier.

Association d'Assurances de la Nouvelle-Orléans.—Nouvelle-Orléans, 28 juin 1890.—A une assemblée du Conseil de Direction, tenue ce jour, un dividende semi-annuel de TROIS POUR CENT a été déclaré payable à partir du 5 juillet.

GEO. LANAUX Jr, Secrétaire.

29 juin—7f

Bureaux de la Compagnie d'Assurances Germania, No 51 rue du Camp.—Un dividende semi-annuel de (3 o/o) cinq pour cent sur le fonds capital de cette compagnie sera payé à partir du 1er juillet 1890.

EMIL WEBER, Secrétaire.

29 juin—6 f.

Dr J. B. PEREZ,
Médecin et Chirurgien,
Ayant une expérience de 35 années pour traitement et la cure de toutes les maladies des
Organes Génito-Urinaires,
Et des maladies provenant de débilité nerveuse ou physique, causée par l'âge avancé ou des abus de jeunesse. Maladies chroniques soignées avec succès. La maladie de Bright, la Gravelle, la Cataracte de la vessie, l'Ecoulement, la Spermatorrhée et tous les désordres d'un caractère privé sont traités sans usage de mercure ni d'aucune drogue nuisible à la santé. Cures assurées. Rétrécissements de l'urètre. Maladies et irrégularités des femmes promptement guéries. On peut se procurer au bureau du Dr Perez, 15 rue des Remparts, côté sud, près Canal les pilules dites: "Dr Perez Female Regulating Pills," et le "Female Regulating Elixir," les remèdes les plus efficaces pour guérir toute espèce d'irrégularités de femmes.

"Consultations gratuites."

18 déc—1 an

VIN GALLEGOS,
50 CENTS LE GAL.
HENRY L. VILLERE
Avec E. Deléry, Pharmacien,
355 Dauphine, coin Marlerey,
Propriétaire du célèbre "Fébrifuge Indien" du Dr Charles Deléry.
Sept—1an—Dim Mar. Jeu.

FUNAMBULISME LIQUIDE.

Après de longues recherches et de nombreux essais, j'ai parfaitement réussi dans une *Composition Liquide*, destructeur infaillible de l'horrible vermine nommée punaise, ainsi que de ses œufs pelés capital.

L'emploi des poudres insecticides est très insuffisant et, en outre, dangereux pour ceux qui sont exposés à les respirer pendant et après l'opération. Mon liquide est exempt de tous danger (pourvu qu'on ne le boive pas) et il est d'une puissance irrésistible contre la vermine. Il s'emploie au moyen d'un pinceau à longue poile et à long manche. On trouvera chez moi, rue Bourbon, No 101, près Orléans, des bouteilles de 24 onces—au prix de 50 cents chacune.

☞ Toute explication nécessaire, sur le mode d'opérer, qui est très simple, sera donnée à l'acheteur.

—En vertu de mon *Copyright*, de Washington, je poursuivrai judiciairement toute usurpation et toute contrefaçon.

Chacune de mes bouteilles porteront ma signature.

15 avril— DR. O. TESTUT.

BANQUES.

ETAT DE SITUATION SEMESTRIEL DE LA

New Orleans National Bank

OF NEW ORLEANS, LA.

A la clôture des affaires, le 30 juin 1890.

ACTIF.

Billets et billets escomptés			$1,769,427 67
Prêts sur demande	$749,077 07		
Bons de E. Unis 4 pour cent. Valeur au pair		152,900 00	
Primes sur des Bons des Etats Unis		21,874 79	
Actions et bons		1,152,076 00	
Monnaie courante et chèques sur d'autres banques		775,938 71	
Change à vue sur New York		294,788 78	
De parties banquières et banquiers		254,317 00	
			3,410,992 35
Fonds à payer en main des Trésorier des Etats-Unis			2,250 00
Maison de banque		88,116 53	
Meubles et installations		7,500 00	
			95,616 53
Total			$5,268,286 45

PASSIF.

Fonds capital		$200,000 00	
Fonds de surplus		600,000 00	
Profits nets	$130,797 20		
Moins dividende payable le 1er juillet 1890	30,000 00	100,797 20	
			900 797 20
Billets de Banques nationales en circulation			34,500 00
Dividende payable le 1er juillet 1890			30 000 00
Billets payables			250 000 00
Dépôts			4,052,988 25
Total			$5,268,286 45

Je certifie que ce qui précède est un exposé vrai et exact.

WM PALFREY, Caissier.

Correcte—Attesté:
JOHN H. BANNA
SAML DELGADO
CHAS CHAFFE
CHAS H. HECK
Directeurs.

2 juil—3f

Banque Nationale de l'Etat.

ETAT SEMESTRIEL.

Nlle-Orléans, 26 juin 1890.

ACTIF.

Prêts à échéance et escomptes			$1,194 066 26
Surtirage			6 287 05
Bons des Etats-Unis pour garantir la circulation		50,000 00	
Primes sur des Bons des Etats-Unis		1,500 00	
Autres bons, état et villes		292,891 00	
Immeubles, meubles et installations		50,221 08	
Fonds cinq pour cent		2,250 00	
Prêts sur demand	$1,146,729 42		
Change à vue sur New York	153,298 51		
Echange étrangères	78,157 57		
De par les banques et banquiers	74,891,87		
Chèques pour le Clearinghouse	77,118 91		
Monnaie courante et espèces	359,301 61—	869 482 49	
			$2,364,298 25

PASSIF.

Fonds-capital			$425,000 00
Fonds de surplus et profits indivis		196 756 79	
Dividendes non payés		18 599 00	
Circulation		45 000 00	
Dépôts individuels		$1,466,532 23	
Dû aux banques et banquiers		423,409 93—1,889 942 16	
			$2,500,298 95

CHAS L. C. DUPUY, Caissier.
C. H. CULBERTSON, Assist. Caissier.
PIERRE LANAUX, Président.
L. C. KEEVER, Vice Président. 2 juil—7f

ETAT DE SITUATION SEMESTRIEL

DE LA

Banque d'Epargnes Germania,

NO. 61 RUE DU CAMP,

A la clôture des affaires le 30 juin 1890.

ACTIF.

Actions et bons	$250 261 00	
Prêts sur hypothèque	19 903 33	
Prêts sur demande—garantis par dépôt de titres (collateral)	798 295 55	
Prêts à échéance (avec dépôts de titres comme garantie)	76,500 75	
Meubles et installations	750 00	
Comptant	$115 975 50	
Divers comptant	3,251 50—119 227 00	
		$1 362 057 13

PASSIF.

Capital payé	$100.000 00	
Profits non divisés	75,214 77	
A savoir—		
Gains après avoir payé toutes les dépenses	$ 25,136 46	
Moins dividende payable le 1er juillet 1890	$14,629 55	
Réserve sur les gains de 1er Janvier au 30 juin 1890	7,506 88	
Ajouter aux profits indivis au 31 décembre 1889	67,707 91	
Total réservé à date	75,214 77	
Réservé pour taxes de ville et d'Etat pour 1889 mais non en litige	4,000	
Dû aux déposants	1,182,662 36	
Dividendes non payés	30,100 00	
		$1,362,057 13

Je certifie que le tableau ci-dessus est vrai et correct.

G. AD. BLAFFER, Caissier.

Correct: Attesté—

J. E. MERILH,
J. HASSINGER.

Assermenté pardevant moi, ce 30me jour de juin 1890.

W. O. HART, Notaire.

1er juil—6f

ETAT DE SITUATION

DE LA

BANQUE DU PEUPLE

NOUVELLE-ORLÉANS,

A la clôture des affaires, lundi soir, 30 juin 1890.

Comptant	$621,974 85	
Change	97,552 71	
Prêts sur demande et escomptes	1,546,238 46	
Actions	38,562 50	
Propriétés foncières	37,408 21	
Total		$2,351 697 73
Fonds-capital	$300,000 00	
Profits non divisés	209,444 43	
Dépôts individuels	1,849 907 34	
Dividendes non payés	2,346 00	
Total		$2,351 697 73

Moi, A. S. BRAUD Caissier de la Banque ci-dessus nommée, jure solennellement que l'exposé qui précède est correct, du mieux de ma connaissance et de ma croyance.

A. S. BRAUD, Caissier.

Assermenté et signé pardevant moi, à la Nouvelle-Orléans, ce 30 juin 1890.

ANT. DORIOCOURT, Notaire.

1er juil—3f

Le Livre Bleu de la Nlle-Orléans
POUR 1890-91.
Est en voie de préparation par Soards.

Un Annuaire renfermant un choix de noms de tous les propriétaires fonciers dépensant librement, judicieusement l'argent et dont il sera à nouveau de faire la connaissance et d'obtenir le patronage.

La valeur de cet ouvrage, où on pourra trouver 10,000 noms choisis, arrangés en ordre alphabétique et où seront indiquées les adresses—rues et numéros—est appréciée à tout le monde.

On y trouvera également bien